

COLLECTIVITE: COMMUNE DE TRUN.

OPERATION : REALISATION D'UNE VOIE DE LIAISON – ZA DE LA SENTE VERTE.

REFERENCES DE L'AVIS D'APPEL A CONCURRENCE : .....

**CONTRAT DE MANDAT PUBLIC**  
**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**  
**MARCHE PROCEDURE ADAPTEE**

**OBJET DU CONTRAT** : Mandat de représentation pour faire réaliser, au nom et pour le compte du maître de l'ouvrage en application de la loi maîtrise d'ouvrage publique du 12 juillet 1985, une voie de liaison entre le site immobilier Heller Joustra et la zone d'activités de la Sente Verte à Trun (61 160).

**Maître de l'ouvrage** : Commune de Trun

Adresse : Place Charles de Gaulle – 61 160 Trun.

Date limite de réception des offres: **Vendredi 16 décembre 2011**

Heure : **12 h 00**

Jours et heures d'ouverture des locaux:

lundi - mercredi - jeudi et vendredi : 8h30/12h - 14h/17h30

mardi : 8h30/12h

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE .....</b>	<b>3</b>
1.1 Nature et étendue des missions à effectuer.....	3
1.2 Durée du marché – Délais d'exécution.....	4
<b>ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
2.1 Procédure de passation.....	5
2.2 Contenu du dossier de consultation .....	5
2.3 Délai de validité des offres .....	5
2.4 Variantes .....	5
2.5 Réalisation de prestations similaires .....	5
<b>ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 –JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE .....</b>	<b>7</b>
5.1 Jugement des offres .....	7
5.2 Attribution du marché.....	8
<b>ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>9</b>
<b>ANNEXE : DECLARATION SUR L'HONNEUR .....</b>	<b>10</b>

## ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHÉ

Le marché a pour objet, en application de la loi maîtrise d'ouvrage publique du 12 juillet 1985, de confier à un tiers la représentation du maître de l'ouvrage pour l'accomplissement en son nom et pour son compte de tous les actes juridiques nécessaires, dans la limite des attributions de la maîtrise d'ouvrage définies ci-dessous, en vue de faire réaliser l'ouvrage dont le programme est décrit ci-après.

### 1.1 Nature et étendue des missions à effectuer

En vue de la réalisation d'une voie de liaison entre l'ancien site immobilier Heller Joustra et la zone d'activités de la Sente Verte à Trun, le mandataire se verra confier les attributions suivantes dont le contenu est précisé dans le cadre de marché et son annexe 1 :

- définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté,
- préparation du choix du maître d'œuvre, signature du contrat de maîtrise d'œuvre après approbation du choix du maître d'œuvre par le maître de l'ouvrage et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre,
- approbation des avant-projets et accord sur le projet,
- préparation du choix des entrepreneurs, signature du contrat de travaux après approbation du choix de l'entreprise par le maître de l'ouvrage et gestion du contrat de travaux,
- versement de la rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre et des travaux,
- réception de l'ouvrage,
- ainsi que l'accomplissement de tous les actes afférents à ces attributions.

### **Programme et enveloppe financière prévisionnels de l'ouvrage auxquels se rapporte la mission du mandataire :**

Après acquisition d'une partie de la parcelle O63, les travaux à réaliser sont définis comme suit :

#### LOT 1 : VOIRIE – ASSAINISSEMENT

Les travaux ont pour objet la finition des travaux de voirie d'une voie amorcée sur la zone d'activités et la création d'une voie de liaison entre la zone d'activité et le site immobilier Heller Joustra, ainsi que la création de branchements de réseaux d'assainissement des eaux usées suivant le découpage parcellaire envisagé.

#### LOT 2 : RESEAUX SOUPLES, AEP, TELECOMMUNICATIONS, ELECTRICITE, ECLAIRAGE

Les travaux ont pour objet la création de branchements de réseaux divers suivant le découpage parcellaire envisagé et d'un réseau EP et la pose d'appareils d'éclairage sur le réseau enterré existant.

#### LOT 3 : CLOTURES, ESPACES VERTS

Les travaux ont pour objet les plantations d'arbres d'alignement et les engazonnements dans le périmètre à aménager de la zone d'activités.

Le budget prévisionnel de cette opération est de 307 234 € HT (hors foncier et rémunération du mandataire), financé pour 184 581 € par subventions et 122 652 € HT par autofinancement tel que détaillé dans le bilan prévisionnel ci-dessous :

<b>BUDGET ET PLAN DE FINANCEMENT</b>		
<b>NATURE DES DEPENSES</b>	<b>MOTANT € HT</b>	<b>MOTANT € TTC</b>
Travaux	233 295 €	279 020 €
Concessionnaires	46 500 €	55 614 €
Signalitique et communication	10 440 €	12 486 €
<b>Total Travaux</b>	<b>290 235 €</b>	<b>347 121 €</b>
Levé topographique (réalisé)	- €	- €
Etudes de sol (réalisée)	- €	- €
SPS	2 000 €	2 392 €
<b>Total Etudes préalables</b>	<b>2 000 €</b>	<b>2 392 €</b>
Maîtrise d'œuvre (conception réalisée)	6 999 €	8 371 €
Frais divers	8 000 €	9 568 €
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>307 234 €</b>	<b>367 451 €</b>
<b>NATURE DES RECETTES</b>	<b>MONTANT € HT</b>	<b>MONTANT € TTC</b>
Conseil Général (FDAZA)	61 688 €	61 688 €
Etat (DETR)	122 893 €	122 893 €
<b>Total Subventions</b>	<b>184 581 €</b>	<b>184 581 €</b>
Autofinancement commune (Emprunt)	122 652 €	182 870 €
<b>TOTAL RECETTES €</b>	<b>307 234 €</b>	<b>367 451 €</b>

## 1.2 Durée du marché – Délais d'exécution

Durée prévisible du contrat de mandat : 8 mois + 1 an de parfait achèvement.

Délai envisagé de réalisation des études auxquelles se rapporte le mandat : 3 mois.

Délai envisagé de réalisation des travaux auxquels se rapporte le mandat : 5 mois.

Date prévisible de démarrage de la prestation du mandataire : Février 2012.

Le marché ne sera pas reconduit.

## ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA CONSULTATION

### 2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée, dans le respect des dispositions

- ☒ de l'article 28 du code des marchés publics,
- ☐ de l'article 30 du code des marchés publics,

selon une procédure adaptée librement définie par le pouvoir adjudicateur :

#### ☒ La procédure mise en œuvre est une procédure adaptée ouverte en une seule phase avec négociation

Les candidats remettront au maître de l'ouvrage un dossier comportant l'ensemble des éléments demandés relatifs à la capacité du candidat et à son offre technique et financière.

Le maître de l'ouvrage analysera au cours d'une phase unique, la recevabilité des candidatures et la valeur des offres au travers de l'ensemble de ces documents sur la base des critères définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation et sélectionnera les 3 candidats avec lesquels il négociera à l'exception de ceux ayant remis une offre inappropriée.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres.

### 2.2 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le présent RDC
- Le cadre de marché (convention de mandat) et ses annexes comprenant :
  - le programme de l'opération envisagée (plans)
  - l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération,

### 2.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de remise de l'offre.

### 2.4 Variantes

La proposition de variantes n'est pas autorisée.

### 2.5 Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article 35.II.6° du code des marchés publics, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

## ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le maître d'ouvrage informe les candidats que :

- ☒ le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé
  - ☒ Le dossier de consultation des entreprises n'est pas disponible sur support papier.

Les soumissionnaires auront la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le site internet <http://www.trun.fr>, rubrique marchés publics.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip ou Quickzip par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- .doc ou .xls ou .ppt en version 2000-2003 (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...)

Tous les logiciels requis peuvent être téléchargeables gratuitement sur le site <http://www.achatpublic.com>, en cliquant sur "entrée" à la rubrique "Espace entreprises", puis en cliquant sur "Utilitaires" à la rubrique "Salle des marchés".

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, ou en cas de suppression de la dite adresse électronique. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la Mairie au

02 33 36 41 41 ou par mail à [mairie.trun@wanadoo.fr](mailto:mairie.trun@wanadoo.fr)

## ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### Cas d'une procédure adaptée ouverte en une seule phase :

**Les candidats** ou chaque membre de l'équipe candidate **auront à produire**, dans une enveloppe « extérieure » cachetée, **les pièces ci-dessous définies**, datées et signées par eux, intégrées dans une enveloppe « intérieure » également cachetée :

- 1 ➤ Une déclaration sur l'honneur (cf. modèle ci-joint) attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies à l'article 43 du code des marchés publics.**
- 2 ➤ Le candidat en redressement judiciaire devra produire copie du ou des jugements** prononcés à cet effet.
- 3 ➤ Les pièces définies ci-dessous permettant l'évaluation de leur expérience, capacités professionnelles, techniques et financières :**

Expérience : - *Références (Opérations réalisées au cours des trois dernières années : Objet – Maître d'ouvrage – Montant- Délais-.etc....)*

Capacités techniques : *Moyens généraux :*

- *Humains ( Personnel d'encadrement, C.V., Formation, Expérience professionnelle, etc.)*
- *Matériels (Outils de gestion informatique)*

Capacités financières : *Chiffre d'affaire des trois dernières années - Composition du capital*

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le maître de l'ouvrage s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

**4 ➤** Un document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.

**5 ➤** Les attestations d'assurance responsabilité civile professionnelle et assurance décennale (CNR), en cours de validité.

**6 ➤ Un projet de marché comprenant :**

- un marché (cadre ci-joint) **complété, daté, paraphé sur chaque page et signé.**

**7 ➤ le dossier établi par le candidat qui comportera :**

- Note méthodologique développant en particulier l'organisation proposée pour la réalisation de l'opération, les moyens humains du candidat affectés à l'opération et la planification du déroulement de l'opération.

## ARTICLE 5 –JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ

### 5.1 Jugement des offres

**Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse s'effectuera** selon les critères suivants :

CRITERE	PONDERATION
Valeur technique	60%
Prix	40%

La valeur technique s'appréciera au travers des références, moyens et qualité de la note méthodologique proposée pour la gestion du dossier par le candidat. Chacun de ces 3 sous-critères étant jugé de manière équivalente (20% chacun).

#### Rectification des offres :

- En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées en lettres sur l'état des prix forfaitaires et/ou le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.
- En cas de prix unitaire, les erreurs de multiplication, d'addition ou de report, qui seraient constatées dans ce détail estimatif, seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.
- Dans le cas de prix forfaitaire, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, sont constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, dans l'offre d'un concurrent, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.  
Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.
- Dans le cas de prix unitaire et si le sous-détail d'un prix unitaire est demandé, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans ce sous-détail, dans l'offre d'un concurrent, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.  
Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## 5.2 Attribution du marché

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage :

→ Les pièces prévues aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 du code du travail ;

Le candidat devra produire également, en application des articles L 8254-1 et D 8254-2 à 5 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L 5221-2-2°. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le candidat établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'enveloppe contenant la candidature et l'offre, les attestations d'assurance civile professionnelle et civile décennale (CNR) en cours de validité, seront à remettre dans le même délai. L'attestation d'assurance civile décennale sera également à remettre dans ce délai si elle n'a pas été demandée au stade de la candidature ou de l'offre. A défaut de présentation il ne pourra être procédé à la signature du marché.

## ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

Pour l'envoi de leur candidature et de leurs offres, les candidats :

☒ ne peuvent pas utiliser la transmission électronique : transmission papier obligatoire.

Les candidatures et offres devront être remises, sous forme papier, dans une enveloppe cachetée insérée sous pli également cacheté, contre récépissé au secrétariat de : Commune de Trun – Place Charles de Gaulle – 61 160 Trun, avant les jours et heures inscrits sur la première page du présent règlement de consultation.

Si elles sont envoyées par la poste, elles devront l'être à cette même adresse, par pli recommandé avec avis de réception postal, et parvenir à destination avant ces mêmes dates et heures limites.

Les plis qui seraient remis, ou dont l'avis de réception serait délivré après les dates et heures limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

Les plis seront envoyés ou remis à l'adresse suivante et porteront les mentions suivantes:

Monsieur le Maire Adresse : Place Charles de Gaulle – 61 160 TRUN Offre pour Mandat public de travaux – ZA de la Sente Verte Entreprise : ..... A OUVRIR PAR LE REPRESENTANT DU MAITRE DE L'OUVRAGE
---



L'enveloppe intérieure également cachetée contenant les éléments de la proposition portera les mentions suivantes :

Consultation pour : Mandat public de travaux – ZA de la Sente Verte

Candidat : .....

A OUVRIR PAR LE REPRESENTANT DU MAITRE DE L'OUVRAGE

## ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir en temps utile une demande écrite ou un courriel à :

Monsieur le Maire – Commune de Trun

Adresse : Place Charles de Gaulle – 61 160 Trun

E-mail : [mairie.trun@wanadoo.fr](mailto:mairie.trun@wanadoo.fr)

Une réponse sera alors adressée au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres à tous les candidats ayant reçu le dossier.

A : ..... Le : .....

Le maître d'ouvrage.

## ANNEXE - DECLARATION SUR L'HONNEUR

---

Je soussigné (e) .....

agissant en qualité de .....

### **déclare sur l'honneur**

que l'entreprise (Nom et adresse) .....

inscrite au registre du commerce et/ou registre des métiers sous le numéro .....

### **n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics et en conséquence :**

- n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions au code pénal ou au code général des impôts visées à l'article 43 du code des marchés publics ;
- n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 8221-1, L 8221-3 et -5, L 8231-1, L.8241-1 et L 8251-1 du code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.
- n'est pas en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.640-1 du code du commerce ou de faillite personnelle au sens des articles L.653-1 à L.653-8 ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.
- a satisfait à l'ensemble de ses obligations fiscales et sociales au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation telles qu'elles résultent de l'article 43 du code des marchés publics ;
- a satisfait aux obligations prévues par les articles L. 5212-5 et L. 5214-1, L. 5212-9 à 11 et R. 5213-39 du Code du travail s'il est assujéti à l'obligation définie à l'article L 5212-1 à 4 du même code.

Fait à  
Le

Signature